

1. Une politique industrielle sur mesure qui assure un avenir durable à l'industrie alimentaire

A quels défis devons-nous répondre ?

L'industrie alimentaire, le plus grand secteur industriel, est étroitement liée à l'agriculture et donc très ancrée localement. La forte hausse des prix de l'énergie et des matières premières pour l'industrie alimentaire, conséquence des crises antérieures, du handicap concurrentiel en Europe et du futur tsunami réglementaire imposé par l'Europe, confronte l'industrie alimentaire à d'importants défis. Et le cadre politique actuel ainsi que la législation ne sont pas toujours adaptés pour relever actuellement ces défis.

Plus que jamais, il est indispensable d'assurer une sécurité juridique à l'industrie, d'encourager l'innovation pour effectuer la transition nécessaire et maintenir l'ancrage des entreprises alimentaires dans notre pays. Une stratégie commune à long terme avec les décideurs du pays en vue d'améliorer la résilience, la résistance et l'ancrage de l'industrie alimentaire, et de réaliser un pôle d'attraction pour les nouvelles activités industrielles est nécessaire et ce, aux niveaux régional, fédéral et européen. La politique doit de ce fait se concentrer sur la compétitivité, la sécurité juridique, la simplification administrative, l'innovation, le talent, l'internationalisation, l'énergie et l'économie circulaire.

Que demandons-nous aux décideurs politiques pour la prochaine législature ?

Compétitivité

- Étant donné qu'une grande partie de la réglementation provient du niveau européen, nous appelons les gouvernements à considérer le niveau politique européen comme une priorité et à s'engager de façon (pro)active dans la prise de décision, et donc à présenter et à défendre les questions et les préoccupations de l'industrie (alimentaire) sur la scène européenne.

Partenariat gouvernement-industrie alimentaire

- Nous appelons également à une concertation structurelle à haut niveau entre les différents gouvernements et les fédérations industrielles afin de travailler ensemble dans une atmosphère ouverte et constructive sur une véritable politique industrielle qui crée les conditions nécessaires et appropriées pour permettre à l'industrie alimentaire et, par extension, l'ensemble de la chaîne alimentaire, de réaliser la transition vers un système alimentaire durable et une vie plus saine et plus agréable pour tous.
- La Flandre a déjà donné l'exemple en la matière en créant « het Vlaams Industrieforum », une concertation entre le gouvernement flamand et les quatre grandes fédérations industrielles. Du côté wallon, l'UWE et ses fédérations industrielles demandent également une telle plateforme de dialogue permanente avec les autorités.

Administration plus efficace

- Pour prendre la direction d'une politique industrielle renforcée, ambitieuse et compétitive en Belgique, en Flandre, en Wallonie et à Bruxelles, nous appelons à la nomination d'un « ministre de l'industrie » qui aura une vue d'ensemble sur tous les domaines de compétences liés à l'industrie (alimentaire) et qui évaluera objectivement les différents objectifs (de l'industrie, des différents domaines politiques, etc.). Dans l'idéal, ce portefeuille sera confié au premier ministre (fédéral) ou aux ministres-présidents des Régions.

Que faisons-nous en tant qu'industrie alimentaire ?

L'industrie alimentaire travaille déjà sur cette transition durable et numérique. Ainsi, fin 2021, elle a lancé sa roadmap de développement durable en faveur d'un système alimentaire plus durable à l'horizon 2025 et au-delà. Avec le slogan « Que mangerons-nous demain ? », les entreprises alimentaires s'engagent à contribuer à des indicateurs de performances clés concrets (KPI) et à travers 15 thèmes dans quatre domaines (quemangeronsnousdemain.be).

Au niveau flamand, avec Agoria, essenscia, Fedustria et le gouvernement flamand, Fevia Vlaanderen, est un membre constructif du Vlaams Industrieforum où les dossiers d'importance cruciale sont discutés et des solutions recherchées.

Quelles sont nos demandes aux décideurs politiques, par niveau de pouvoir ?

Flandre	Wallonie	Fédéral	Union européenne
Nommer un ministre de l'industrie/la politique industrielle qui aura une vue d'ensemble sur tous les domaines de compétences. Dans l'idéal, ce portefeuille sera confié aux ministres-présidents ou au premier ministre.			Plaider pour une politique industrielle européenne forte et coordonnée au niveau européen.
Consolider le Vlaams Industrieforum pour travailler ensemble – avec le gouvernement flamand et les quatre fédérations industrielles – sur une Flandre industrielle compétitive, innovante et durable.	Une plateforme de dialogue permanente et institutionnalisée entre les autorités et l'industrie, représentée par ses plus grandes fédérations industrielles (et l'UWE).	Une plateforme interfédérale pour la coordination de la politique industrielle en Belgique et pour défendre une politique industrielle européenne forte.	En plus de soutenir les technologies liées aux énergies renouvelables, l'Europe devrait également se concentrer sur les instruments financiers des chaînes de valeurs de l'industrie manufacturière, car cette dernière nécessite des investissements colossaux pour réaliser la transition.
			Plaider pour ne plus assouplir les règles en matière d'aides d'État, car cela déforce les petits pays comme la Belgique et crée des distorsions de concurrence entre Etats-membres.
Redonner la priorité à l'élaboration de politiques européennes et y participer de façon (pro)active.			

Personnes de contact



Bart Buysse
CEO
+32 486 92 09 72
bb@fevia.be



Nadia Lapage
Directrice générale Fevia Vlaanderen
+32 495 61 54 21
nl@fevia.be



Anne Reul
Directrice générale Fevia Wallonie
+32 476 58 20 32
ar@fevia.be